



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°439 (25 JANVIER 2026)

RETOUR DU 49.3 ET ENJEU DU GROENLAND

À QUI PROFITE LE 49.3 ?

Introduction

Philippe Meyer :

Sous la pression du chef de l'État Emmanuel Macron, des partis et de l'opinion, Sébastien Lecornu s'est résigné, lundi, à annoncer le recours à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution pour faire adopter le projet de loi de finances pour 2026. Sans majorité, le locataire de Matignon a engagé la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale dès mardi. Pour la quatrième année de suite, le Parlement ne votera pas le budget de l'État, malgré 350 heures de débat sur trois mois. Trois recours au 49.3 seront, au minimum, nécessaires : un premier sur la partie recettes du texte, un autre sur la partie dépenses et un dernier, en lecture définitive, sur l'ensemble du projet de loi de finances, après un passage au Sénat. Le chef du gouvernement espère clore la séquence budgétaire au cours de la première semaine de février.

Partant du principe qu'ils ne seraient jamais d'accord avec le centre et la droite sur la partie recettes du budget, le PS a concentré, avec succès, ses revendications sur la partie dépenses. Sébastien Lecornu a coché quasiment toutes les cases des demandes formulées par les socialistes : création de 2 000 postes supplémentaires dans l'Éducation nationale, maintien de l'aide personnalisée au logement et des bourses étudiantes, généralisation du repas au Crous à 1 € pour tous les étudiants, maintien du dispositif MaPrimeRénov', augmentation de la prime d'activité, des moyens des bailleurs sociaux et du nombre d'accompagnants d'élèves en situation de handicap ...

Dans le bloc central et à droite, de nombreux députés ont marqué leur insatisfaction. Si personne ne s'attendait à une copie budgétaire conforme à ses

attentes, certains points sont difficiles à avaler pour les députés du socle commun. En particulier chez Les Républicains où le maintien de la surtaxe de l'impôt sur les sociétés à hauteur de 8 milliards d'euros ainsi que l'abandon de la fin de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises sont perçus comme une hérésie fiscale. Toutefois, le MoDem a obtenu le maintien des bourses étudiantes, la droite sénatoriale la préservation d'une partie des dotations aux collectivités locales, Renaissance le non-rabot des allégements de charges, Laurent Wauquiez l'indexation complète du barème de l'impôt sur le revenu et la préservation du pouvoir d'achat des retraités. Dès l'annonce du compromis noué par Sébastien Lecornu avec le PS, les deux têtes du parti, Bruno Retailleau et Laurent Wauquiez, n'ont d'ailleurs pas hésité à qualifier ce budget de « *socialiste* » et « *imparfait* », sans toutefois brandir la menace d'une éventuelle censure.

Pour sa part, le président de la République a salué un budget qui permet « *au pays d'avancer* » et « *de garantir une stabilité* ».

Kontildondit

Lucile Schmid :

La vraie question est de savoir à qui profite le *retour* du 49-3. Le renoncement au 49-3 avait été présenté par Sébastien Lecornu comme une condition préalable pour négocier avec les socialistes. Le retour de cet outil du parlementarisme rationalisé — qui permet au gouvernement de forcer le Parlement à choisir entre lui et le texte, ici le budget — est devenu nécessaire face à des débats interminables, non conclusifs, qui ont montré combien le Parlement est divisé et combien le compromis est difficile à obtenir, du fait de notre culture politique mais aussi d'une forme d'irresponsabilité d'une partie des parlementaires, notamment LFI et le Rassemblement National.

À court terme, le Parti socialiste apparaît comme le vainqueur de la séquence, alors même qu'il avait demandé le renoncement au 49.3, car sa « liste de courses » a été honorée par le Premier ministre. Le problème est précisément qu'il s'agit d'une liste de courses. Hormis la réduction des inégalités fiscales et sociales, déterminant central de son identité, le projet de société porté par le PS n'est pas clarifié vis-à-vis des Français. Le PS a néanmoins réussi à se détacher de LFI, ce qui est une victoire politique importante mais risquée, dont on mesurera l'effet dès les municipales de mars.

Mais il faut aller plus loin. Ce qui vient de se passer constitue aussi un renoncement des parlementaires à installer une culture de responsabilité vis-à-vis de l'exécutif. L'objectif n'était plus de réduire le déficit et de produire un budget responsable, mais simplement d'arriver à voter un budget. On a perdu de vue l'objectif initial, qui justifiait notamment la mise en risque puis la chute de François Bayrou. Deux années de suite, la France s'est retrouvée à se demander si elle aurait un budget. Si l'on met la séquence en perspective, la question est de savoir si le retour du 49.3 ne profite pas, au fond, aux partis populistes, et

notamment au Rassemblement National. Pourquoi ? Parce que ceux qui aspirent à exercer le pouvoir — l'ex-majorité présidentielle, le PS, la droite — n'ont pas fait preuve d'un esprit de responsabilité leur permettant de produire une feuille de route budgétaire commune. Ils ont illustré leur division et renoncé à ce qui les distinguait des partis comme LFI et le RN : la capacité à faire un budget, à manier les chiffres, à exercer des responsabilités.

Tout cela tandis que Macron, Bayrou et les agences de notation ont dramatisé la question de la dette. Reste donc à voir comment cette séquence va peser sur 2027. Les municipales qui viennent seront un galop d'essai pour LFI et le RN, très présents et décidés à s'en servir comme tremplin. Au-delà du court terme, il faut se demander si cette séquence ne prépare pas leur avantage.

Matthias Fekl :

Nous sommes dans une situation paradoxale : un Premier ministre gaulliste commence en affirmant qu'il ne recourra pas au 49.3, et une opposition, notamment à gauche, le réclame, alors même qu'elle a longtemps exprimé des réserves sur ce mécanisme du parlementarisme rationalisé. On peut en déduire que nous sommes à la fin du quinquennat, à la fin du macronisme, et que cette fin sera douloureuse, longue, pénible et sans doute coûteuse pour le pays. Mais nous sommes aussi dans un moment d'affaissement institutionnel, car le spectacle des derniers mois est triste.

De cette situation, on retiendra d'abord que le compromis n'est pas assumé. Le Premier ministre avait raison de dire qu'il faut trouver des compromis lorsqu'on a une Assemblée éclatée sans majorité : que faire d'autre ? Il faut travailler ensemble. La nouvelle méthode qu'il voulait inaugurer était louable. Mais ce compromis n'est pas assumé parce qu'il y a l'obsession présidentielle. Roland Lescure évoquait une cinquantaine de candidats potentiels à la présidentielle. Chacun calcule, sans que personne ne se demande quel est le bon budget pour la France. Ce qui devrait être le cœur du Parlement — le travail et le vote du

budget, matrice des parlements modernes — est évacué.

À qui cela profite-t-il ? La gauche de gouvernement, et le PS en particulier, en tire bénéfice, d'abord parce qu'elle se détache de la France Insoumise et montre qu'elle est capable de compromis sur un certain nombre d'avancées. Reste la question de la soutenabilité du budget. Nous sommes un pays surendetté, avec des déficits analysés très précisément par la Cour des comptes dans un contexte international difficile. Il est louable de mener des batailles culturelles — la bataille sur la taxe Zucman remet de la justice fiscale, ce qui est efficace du point de vue du PS — mais la soutenabilité est un sujet : sur les économies, on n'y est pas ; sur la réforme de l'État, on n'y est pas ; sur l'attractivité, nécessaire dans la concurrence internationale, on n'y est pas non plus.

Deux derniers points. D'abord, une grande lassitude : le Parlement tel qu'il se donne en spectacle depuis la dissolution s'auto-affaiblit et sape sa légitimité lorsque le travail sérieux, même conflictuel, n'est plus au rendez-vous. Enfin, paradoxalement, une personnalité sort gagnante : le Premier ministre. Alors qu'il avait promis de ne pas recourir au 49.3 et qu'il y est contraint, il a montré qu'il était un homme de dialogue, d'ouverture, qui a tenté de bonne foi d'agir dans un contexte indémêlable. Pour la suite, il faudra regarder cela de près.

Béatrice Giblin :

Le 49.3 a montré son utilité lorsqu'il n'y a pas de majorité confortable et que l'on en a absolument besoin. Lionel Jospin disait déjà : « *les socialistes ont bien tort de crier sur le 49.3, parce qu'on en aura besoin quand on sera dans l'opposition* ». C'est exactement ce qui s'est passé. L'idée de son « retour » tient aussi au fait qu'il a été utilisé à mauvais escient auparavant, notamment pour la réforme des retraites, avec une attitude d'Élisabeth Borne qui n'était pas un modèle d'ouverture et de communication. Cela a crispé le débat et transformé le 49.3 en épouvantail, voire en article antidémocratique, ce qu'il n'est pas s'il est utilisé à bon escient.

Ici, c'est un 49.3 négocié. Le Premier ministre a écouté, puis, voyant le rapport de force, a accepté la liste de courses : il ne pouvait pas faire autrement. Je trouve hypocrite de dire qu'il aurait dû refuser. Face à l'irresponsabilité des parlementaires, l'alternative était la censure, la chute du gouvernement et toujours pas de budget. Le 49.3 est donc un moindre mal dans une situation très mauvaise.

À qui cela profite ? Aux retraités, comme souvent, puisqu'on ne touche pas aux fameux frais professionnels, initialement créés comme compensation dans les années 1970. Ce n'est même pas un gain majeur pour les étudiants, qui avaient déjà le repas à 1 euro. Désormais, on le donne aux enfants de la bourgeoisie étudiante : c'est de l'affichage. La liste de courses du PS servira aux municipales : des mesures simples, qui fonctionnent sur les marchés, dans le porte-à-porte. Ils en tireront un vrai bénéfice, surtout dans une séquence électorale à risque. Je ne suis pas convaincue que ce soit si positif pour le RN et LFI, qui affichent publiquement leur incapacité à penser dans l'intérêt du pays. Beaucoup de citoyens jugent qu'on a besoin d'un budget, et leur attitude les montre irresponsables. Cela profite aussi à la Défense : les 3,5 milliards d'augmentation seront actés, et il fallait aller vite. Les perdants sont les macronistes, qui doivent avaler, mais aussi une partie de LR. Laurent Wauquiez a beau vociférer, il a dû se résoudre à dire qu'il fallait un budget pour la France, donc tout le monde rentre à la niche. C'est ce qui s'est passé.

Jean-Louis Bourlanges :

Je n'ai jamais considéré que l'abandon du 49.3 était important. D'abord parce que ce n'était pas un changement constitutionnel mais une simple décision révocable, ce qu'elle a été. Ensuite parce que l'équilibre fondamental restait inchangé : le gouvernement pouvait faire passer son budget par ordonnance et le Parlement pouvait le censurer. L'équilibre entre « *moi gouvernement, je peux vous imposer ce que je veux* » et « *vous Parlement, vous pouvez me*

dégommer » n'était en réalité pas remis en cause.

Ce qui est intéressant est de comprendre pourquoi Sébastien Lecornu n'a jamais évoqué le budget par ordonnance. Il a toujours dit : soit un compromis, soit une loi de reconduction, ce que personne ne voulait. Il fallait un budget pour la France ; l'ordonnance l'aurait permis. La seule différence est qu'avec l'accord socialiste, on avait un budget et un gouvernement debout. L'enjeu n'était pas le budget mais la survie du gouvernement. Le 49. 3 « par consentement mutuel » s'explique facilement du côté socialiste : c'était un instrument de coercition contre le bloc central, permettant d'obtenir des concessions trop fragiles pour être détaillées au moment du vote de la censure. On a donc censuré sans savoir à quelle sauce on allait être mangés. C'est logique que les socialistes aient accepté le dispositif, et je ne crois pas que Lecornu se soit déjugé. Il a poursuivi la paix par d'autres moyens, pour reprendre Clausewitz.

Deuxième remarque : nous sommes dans un système aberrant, ce que j'ai appelé la République acéphale. Nous avons toujours hésité entre un système où la tête est le président ou le Premier ministre. Aujourd'hui, ce n'est ni l'un ni l'autre. Comme l'a dit Amélie de Montchalin, nous sommes la République des amendements : on ne discute plus un projet de loi ou de budget, mais des amendements. Il n'y a plus d'analyse des buts, de la politique économique, de l'équilibre entre dépenses sociales et militaires, de la stratégie nationale. On se contente de négocier au coup par coup.

Lecornu ne voulait pas cela. Il a proposé de se mettre autour d'une table pour bâtir quelque chose. Olivier Faure a refusé pour des raisons tactiques et a fait carton plein, y compris sur le 49.3, sur la suspension de la réforme des retraites, sur des réformes fiscales dures pour les entreprises et sur des gratifications sociales difficiles à financer.

Qui a gagné ? Les socialistes électoralement. Le président peut durer un peu plus longtemps, il a la paix. Mais le cœur réussi de son mandat — la lutte contre le chômage et le dynamisme de l'emploi — est mis à mal. Et il existe une

schizophrénie totale entre une position internationale ambitieuse — la France prétendant au leadership européen face à Trump — et un budget de renoncement : renoncement à la réduction de l'endettement, au renforcement de l'économie, à la création de marges pour un réveil militaire. En d'autres termes, le grand vainqueur est tactiquement le Parti socialiste et politiquement Trump, car la France sort affaiblie et incapable d'assumer le leadership auquel elle prétend.

Lucile Schmid :

Nous avons évoqué l'affaissement institutionnel, pour reprendre l'expression de Matthias. Je ne suis pas sûre qu'il s'agisse d'un affaissement institutionnel. Je crois qu'il y a plutôt un affaissement de la sociologie du pouvoir. Je m'explique. Ceux qui siègent aujourd'hui à l'Assemblée nationale et ceux qui sont au gouvernement, qui peut vraiment citer leurs noms en dehors de celui de Sébastien Lecornu ? La question est celle du comportement de ceux qui sont élus et de leur esprit d'irresponsabilité. Je ne crois pas que le problème soit la Constitution de la Vème République, mais le comportement de ceux qui exercent le pouvoir. Et cet affaissement institutionnel profite à ceux qui contestent la sociologie du pouvoir, qui renvoient dans un seul bloc tous ceux qui l'ont exercé jusqu'ici. En l'occurrence, le Rassemblement National, qui dit désormais : donnez-moi ma chance.

Je voudrais ensuite parler de Sébastien Lecornu, auquel ont été adressées quelques louanges. Certes, il a une capacité à organiser des compromis, des discussions, des déjeuners. Mais il faut se demander, dans une perspective de moyen terme, ce que signifie « gagner du temps ». Si gagner du temps, c'est simplement organiser le marchepied du RN pour la présidentielle, alors Sébastien Lecornu est un mauvais Premier ministre.

Et toute cette glose autour de la « méthode Lecornu » est devenue un marronnier. Sa méthode est très tactique : il tente peut-être d'organiser un espace de négociation — comme le disait Jean-Louis — et n'y parvient pas à

cause des socialistes, puis il transforme cela en déjeuners, en listes de courses, en suspension de la réforme des retraites, et l'on nous explique ensuite que la jeunesse a la chance d'avoir des repas à un euro. Or la suspension de la réforme des retraites pose un vrai problème d'équilibre entre générations. Ce budget sacrifie, selon moi, la place de la jeunesse pour les dix à quinze années à venir. Donc, donner un repas à un euro est sympathique, mais il faudrait donner une place réelle à ceux qui représentent l'avenir du pays. En ce sens, je critique l'idée que Lecornu ait un avenir politique. En tout cas, je ne l'espère pas.

Jean-Louis Bourlanges :

Un mot sur Lecornu. Je ne suis pas d'accord avec ce que vient de dire Lucile. Si les socialistes ont gagné, c'est parce que ce qu'ils portaient correspondait à la grande majorité voulue par les électeurs. C'est cela le drame : ils étaient peu nombreux mais représentaient très largement les attentes de l'opinion. C'est ce qui a plombé le bloc central et Les Républicains, qui n'osaient pas prendre position. Regardez le Sénat : ils ont voté pour des dépenses, ils n'osaient pas attaquer les retraités ni les collectivités territoriales. Quant à Lecornu, je le trouve habile et honnête. En réalité, il n'avait pas le choix. Je suis d'accord avec Lucile sur le fait que je ne crois pas que l'option « *encore une minute, Monsieur le bourreau* » soit la bonne. Mais son choix était entre ce qu'il a assumé — que je réprouve personnellement, mais dont il a eu le courage — ou la dissolution immédiate et l'épreuve de force avec le Rassemblement National, avec des chances très sérieuses de victoire pour celui-ci. C'était un choix cornélien. Je n'aurais pas fait le même, mais on ne peut pas nier la cohérence de son attitude.

DE QUOI LE GROENLAND EST-IL L'ENJEU ?

Introduction

Philippe Meyer :

Plus grande île du monde (près de quatre fois la France métropolitaine), situé entre l'océan Atlantique Nord et l'océan Arctique, le Groenland, territoire danois autonome, est recouvert à 80 % par une calotte glaciaire. Il est peuplé d'environ 56.000 habitants, majoritairement Inuits, dont un tiers vit à Nuuk, la capitale.

Depuis un an, la Maison-Blanche affirme que les États-Unis auraient « *besoin* » de s'étendre et que prendre le Groenland est, pour les Etats-Unis, une nécessité « *vitale* », une question de « *sécurité nationale* ». Or, le Groenland est déjà le pré carré des Américains dans l'Arctique. Ils y ont établi la base la plus septentrionale de leur arsenal, à 1500 km de Nuuk et 1200 km du cercle polaire arctique. Plus d'une centaine de soldats y sont déployés en permanence. Pour justifier ce besoin pressant de s'approprier un territoire de l'Otan, Donald Trump a déclaré : « *le Groenland est rempli de navires chinois et russes, partout.* » Le président américain semble confondre le Groenland et l'océan Arctique ainsi que sa banquise. Car il n'y a pas l'ombre d'un Russe ou d'un Chinois au Groenland.

Autre raison de l'intérêt suscité par le territoire autonome : les ressources naturelles, et notamment les terres rares, dont le sous-sol groenlandais regorge : cobalt, graphite, lithium, nickel, zinc, etc. Ces métaux entrent dans la fabrication des batteries, des éoliennes et de nombreux équipements électroniques.

L'uranium constitue un autre point sensible. Pourtant, jusqu'à présent, très peu de projets d'extraction ont vu le jour. La mine est une activité surtout nécessitant des routes d'accès, des voies ferrées pour évacuer les métaux, des ports pour exporter le mineraï, ainsi que des installations de première transformation. Or les

infrastructures de ce type sont très limitées au Groenland qui a tenté pendant plus de cinquante ans d'exploiter du pétrole, avant de renoncer au début des années 2020.

Comme dans le cas du Venezuela, l'énergie n'est pas l'unique prétexte d'agir pour Donald Trump qui veut pouvoir mettre à son crédit politique l'augmentation artificielle de la grandeur d'un pays, déjà plus grand que les autres. Le réel enjeu économique semble être celui des voies de navigation – qui se double d'un enjeu sécuritaire. Le Groenland se situe à proximité d'anciennes routes maritimes arctiques qui promettent de devenir de plus en plus facilement praticables en raison de l'accélération du réchauffement climatique – avec un impact plus immédiat sur la logistique militaire que sur l'économie mondiale.

À Davos, mercredi, le président américain a déclaré qu'il n'utiliseraient finalement pas la force pour conquérir le Groenland. Puis le Secrétaire général de l'Otan a proposé à Donald Trump un transfert de souveraineté de la base militaire de Pituffik. Reste à faire approuver ces concessions aux Danois et aux Groenlandais. Ces derniers se sont déjà insurgés contre cette proposition.

Kontildondit

Béatrice Giblin :

Il est invraisemblable d'entendre le président de la première puissance mondiale discourir sur son désir de mettre la main sur ce qu'il a qualifié de « *malheureux bloc de glace* » qu'on lui refuserait alors qu'il aurait tant donné. La sécurité des États-Unis n'est absolument pas menacée par le Groenland. Nous sommes là face à ce que nous appelons en géopolitique des représentations. Les États-Unis s'intéressent au Groenland depuis longtemps : au XIXème siècle déjà, au moment de l'achat de l'Alaska, ils envisagent d'acheter aussi le Groenland. La représentation à l'œuvre, c'est celle selon laquelle tenir un certain endroit, c'est tenir l'équilibre du monde. En 2019, le *Naval War College* écrivait encore : « *celui qui tiendra le Groenland tiendra l'Arctique. C'est l'emplacement stratégique le plus important de l'Arctique et peut-être du monde.* » Personne ne l'a jamais démontré. C'est la même logique que Mackinder au XIXème siècle, disant : « *celui qui tient la Sibérie tient le Heartland et l'équilibre du monde.* » Cela ne s'est jamais vérifié.

La force de ces représentations crédibilise un discours de sécurité. Or, si l'on regarde les données, la Russie avait encore au début des années 1990 soixante-cinq sous-marins nucléaires d'attaque ; elle en a seize aujourd'hui. Elle avait soixante sous-marins à missiles balistiques ; elle en a quatorze. Quant aux routes commerciales, il faut être sérieux : en 2024, quatre-vingt-dix-sept bateaux sont passés par les routes arctiques, dont un tiers chinois peut-être. Par le canal de Suez, près de trente mille. On voit l'échelle. La route arctique la plus évoquée se trouve à 1.800 km de la zone arctique russe la plus proche, dans une région où l'on ne circule pas comme en Méditerranée. Il faut des brise-glaces, extrêmement coûteux. On a donc crédibilisé un discours sur l'utilité stratégique ou commerciale du Groenland sans aucun rapport avec la réalité.

Quant aux mines, les essais ont coûté des milliards pour conclure qu'il faisait vraiment très froid et que l'exploitation n'était pas rentable. Même si le sous-sol contient des minéraux convoités, il faudrait s'interroger sur les conditions d'exploitation. Les Chinois, présents un temps, voulaient prendre les aéroports, les ports, les mines. Les Danois, mais surtout les Groenlandais, s'y sont opposés pour des raisons écologiques et environnementales. Les investisseurs chinois ont remballé.

Le véritable enjeu, au fond, serait d'augmenter la superficie des États-Unis — mais pour dépasser la Russie en taille, il faudrait annexer aussi le Canada. Même en faisant du Groenland un 51ème État, les États-Unis n'atteindraient pas la superficie russe. Nous avons là la force d'une représentation pseudo-stratégique devenue centrale dans un discours qui ne tenait pas debout. Ce qui m'étonne, c'est la rapidité avec laquelle la peur a saisi tant de monde à l'idée que cela était possible.

Matthias Fekl :

D'abord, sans entrer dans la psychologie du président américain — ce serait une émission à part entière — nous sommes dans une époque marquée par la compétition entre grandes puissances ; c'en est une nouvelle illustration. Qu'elle soit fondée ou non, la concurrence États-Unis / Russie / Chine structure désormais entièrement la vision américaine.

Je voudrais insister sur la nécessaire réponse européenne. On voit bien que ces mouvements de fond ne s'inverseront pas, même en cas de changement politique aux États-Unis. Il y a dix ans, lorsque j'étais en charge du commerce extérieur, déjà sous Obama, beaucoup plus courtois, la défense des intérêts américains était d'une brutalité et d'une détermination absolues, mobilisant tous les moyens publics et privés. À l'époque, l'Europe était très divisée ; les pays d'Europe de l'Est étaient enclins à répondre à toutes les demandes américaines en échange d'une protection dans le cadre de l'OTAN. Ce n'est plus aussi

automatique aujourd’hui, et cela peut devenir une force pour l’Europe. On l’a vu dans les négociations commerciales. Pendant que le TTIP avec les États-Unis avançait difficilement, le CETA avec le Canada se déroulait dans un esprit à la fois plus dur et plus loyal. Avec Washington, ce n’était pas hostile, mais beaucoup plus compliqué, et la bonne foi me semblait moins au rendez-vous. Tout cela ne va pas changer. Les États-Unis poursuivront la défense de leurs intérêts — aujourd’hui de manière caricaturale et outrancière — mais c’est une tendance durable. Le souhait est évidemment que cela ne fragilise ni l’Alliance transatlantique ni l’OTAN.

Face à cela, l’Europe doit s’armer. D’abord militairement : le budget français va dans le bon sens, l’Allemagne réinvestit massivement dans son outil militaire. Mais il faut aussi coopérer davantage. Il est incompréhensible que l’avion de combat franco-allemand n’avance pas plus vite. Je sais que les arbitrages industriels sont complexes, mais les défis sont trop grands pour que l’on s’enferme dans de tels blocages.

Ensuite, la souveraineté doit s’étendre à d’autres domaines. Sur la monnaie, l’euro doit devenir une monnaie de référence internationale afin de réduire notre dépendance au dollar et la vulnérabilité liée au droit extraterritorial américain dès qu’une transaction passe par Washington. Sur les échanges, il faut prioriser nos partenariats : quels blocs régionaux sont stratégiques dans les dix, quinze, vingt ans ? Est-ce que le Mercosur en fait partie ou non ?

Enfin, il faut une approche politique de long terme, une fin de la naïveté européenne, une souveraineté numérique, économique et stratégique assumée. C’est décisif si l’Europe veut continuer à vivre avec ses propres valeurs, son mode de vie et sa capacité de décider pour elle-même.

Lucile Schmid :

Dans ce qu’ont dit Béatrice et Matthias, on voit deux registres. D’un côté, le registre Trump à Davos : ses discours, la sidération d’entendre un président des

États-Unis parler d'un « *bloc de glace* », confondre l'Arctique et le Groenland. De l'autre, ce que rappelait Matthias sur l'ordre international, les règles issues de 1945 et de leur remise en cause.

À cela, il y a deux réponses possibles. La première est venue de Gavin Newsom, gouverneur de Californie et prétendant à l'investiture démocrate. Il disait de Trump : « *c'est un faible, c'est un lâche, et il faut lui rétorquer très fort, lui mettre des limites, le "boxer" politiquement* ». C'est intéressant car la question psychologique est ici profondément politique. Depuis le début, on hésite sur la manière de traiter Trump : le flatter, lui rentrer dedans, attendre qu'il devienne raisonnable. Newsom apporte une clef d'interprétation venue de l'intérieur et montre que les enjeux géopolitiques doivent aussi être lus à l'aune de la politique intérieure américaine.

La seconde réponse vient du discours de Mark Carney, Premier ministre du Canada (ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre), qui avait conceptualisé la « *tyrannie des horizons* » pour décrire l'opposition entre une finance court-termiste — annualisée, budgétaire — et les nécessités de projection à moyen terme, notamment face au dérèglement climatique. Carney a cité Vaclav Havel, et a rappelé qu'on avait organisé une fiction d'ordre international avec des règles partagées. Il a invité à être plus réalistes sur la manière dont les États-Unis — Trump mais aussi avant lui — ne respectent plus totalement cette fiction commune, tout en nous enjoignant à ne pas renoncer à des règles communes. C'était d'autant plus intéressant que le Canada vit dans une relation vitale avec les États-Unis et avec l'Arctique. Il ne faut donc pas réduire le jeu à la Chine et à la Russie : il y a aussi le Canada, qui est un allié capable de négocier avec loyauté et de construire des règles, comme le rappelait Matthias.

Enfin, il y a un élément de stratégie d'alliances. Trump n'est pas l'ensemble des États-Unis. On peut trouver des alliances sur le continent nord-américain, par exemple avec le Canada. Et l'appel venu de personnalités non européennes invitait l'Europe à être plus forte face à Trump et à aborder des sujets qui

n'étaient pas au cœur du projet européen : non seulement le commerce, mais désormais la stratégie.

Jean-Louis Bourlanges :

Il y a plusieurs enjeux possibles. Le premier serait la sécurité, mais c'est une blague monumentale. Les Américains font au Groenland ce qu'ils veulent en matière militaire. Ils y ont une base, ils en avaient cinq ou six qu'ils ont eux-mêmes repliées. Le traité de 1951 leur donne toutes les marges d'action possibles. La sécurité ne compte donc pas.

Il y a en revanche un arrière-plan idéologique intéressant, qui combine le refus du multilatéralisme, le protectionnisme économique et une logique proche du *Lebensraum*, c'est-à-dire la théorie nazie d'un « espace vital ». L'idée étant : « *mon pays ne peut exister que dans l'humiliation des autres* ». C'est une forme de néocolbertisme politique, pas seulement économique : il faut prendre aux autres pour satisfaire son propre peuple. C'est une idéologie perverse. Mark Carney, à qui Trump a opposé une fin de non-recevoir, a parfaitement argumenté en rappelant l'importance de relations multilatérales organisées, et en appelant les puissances moyennes à coopérer. Son discours était impeccable.

Le troisième enjeu est européen. Il ne faut pas oublier que l'orientation fondamentale de Trump est de lutter contre les Européens. C'est absurde, mais central dans sa vision. Le document *National Strategic Security* en parle très peu pour la Chine, mais beaucoup pour l'Europe. Son discours à l'ONU s'adressait en principe au monde mais ne parlait que de l'Europe. Et dans le cas du Groenland, l'intérêt est d'arracher un territoire lié au Danemark, donc à un État européen.

C'est une agression directe contre l'Europe.

Cela entraîne des conséquences intéressantes. Il y a désormais une conscience très développée du fait que Trump n'est pas seulement un adversaire mais un ennemi. En revanche, il n'y a aucune conscience claire de ce que nous devrions faire, alors même que les solutions ont été évoquées ici. Ceux qui en ont eu

conscience en premier sont les Américains eux-mêmes : milieux d'affaires, menace sur la Fed, guerre douanière potentielle entre les États-Unis et l'Europe. Cela atteint les intérêts électoraux fondamentaux de Trump. Sans cette réaction, on allait vers une relation transatlantique très distendue et une divergence majeure entre la réaction politique française — plus offensive — et la prudence industrialiste allemande, car en Allemagne, l'industrie, et notamment l'automobile, est l'identité nationale.

Au fond, le véritable enjeu n'est autre que « *l'effet waou* ». La devise de Trump, c'est l'abus de pouvoir comme preuve de son existence. Il n'a pas d'objectif, il veut montrer qu'il peut tout faire, comme au Venezuela. D'où un discours dément qui devient préoccupant : confusion (Groenland et Islande, par exemple) et puissance colossale. Cela a fait peur à tout le monde. Mark Carney l'a exprimé. Quant aux Européens, que l'on qualifiait d'herbivores face aux carnivores, on leur dit désormais : « *attention, on va vous couper l'herbe* ».

Philippe Meyer :

Remarque adjacente. À Détroit, le président Trump s'est fait interpeller par un ouvrier — licencié depuis — qui lui a crié « *soutien de pédophiles* ». Je me suis demandé si, à Davos, quelqu'un n'allait pas jouer le rôle qu'avait joué Charles Floquet à la fin des années 1860, lorsque, au passage d'Alexandre II venu pour l'Exposition universelle, il avait crié « *vive la Pologne, monsieur !* ».

Pendant ce temps, l'Ukraine est passée complètement sous les radars. Et le comportement des Russes à l'égard de l'Ukraine a été encore plus infect qu'il ne l'était jusque-là. Peut-être serait-il bon de remettre l'Ukraine au centre des préoccupations.

Jean-Louis Bourlanges :

Les Russes ont tenu des propos positifs sur la politique de Trump au Groenland. C'est un alibi fantastique pour justifier leur propre invasion de l'Ukraine ...